



MÉTISSAGE INTERCULTUREL ET EUROPÉEN (MIE)

2^{ème} Réunion Transnationale

Vendredi 24 juillet 2009
Hotel Holiday Inn - Lisbonne (Portugal)
9h30 à 17h

COMPTE RENDU

Présents:

<i>Délégation portugaise</i>	Celeste CORREIA	Députée et Premier Secrétaire de l'Assemblée de la République Portugaise
	Mario VALADAS	Président de l'Institut d'Etudes et de Développement (IED) (Instituto de Estudos para o Desenvolvimento)
	Custodio NPS CONIM	Vice Président de IED
	Elisa VAZ	Chargée de Mission à IED
	Ines MULLER	Coordinatrice assistante à IED
	João MARTINHO	Coopérateur externe d'IED
	Jorge CARVALHO	Directeur de l'Association 'Unidos de Cabo Verde'
<i>Délégation française</i>	Luis Miguel Ruiz Rios	Président de Plate-Forme Migrants et Citoyenneté Européenne (PMC)
	Samir DJAIZ	Secrétaire Général de PMC Europe
	Evren ADANIR	Coordinateur assistant à PMC Europe
	Salima RAIRI	Directrice de Marwett,
	Karima ZAH	Directrice de Pro Firmus (Belgique)
	Laurent SCHWARTZ	Directeur de Sigmund
	Lila BOUKORTT	Directrice de l'association France Euro-Méditerranée (FEM)
	Zine-Eddine MJATI	Président du Conseil de l'Egalité d'Ile-de-France (CEIF) Conseiller à la Région Ile-de-France
Rédaction du PV :	Evren ADANIR	

Observation :

La Plate-Forme Migrants et Citoyenneté Européenne regrette et déplore l'absence de Madame Rosario FARMHOUSE, Haut Commissaire à l'Immigration et au Dialogue Interculturel, prévue à l'Ordre du jour.

La rencontre s'est effectuée en langues française et portugaise et a été suivie d'un déjeuner.

1. DESCRIPTIF DU PROJET ET RENCONTRE DES PARTICIPANTS

Financé par le Fond Social Européen, le projet **Métissage Interculturel et Européen (MIE) 2009** a pour objectif de favoriser l'inclusion socio-économique des migrants en faisant de l'interculturalité un atout différenciateur sur le marché du travail. Autour de trois acteurs européens, l'**Institut d'Etudes et de Développement** de Lisbonne (Portugal), l'entreprise **Profirmus** de Bruxelles (Belgique) et l'organisme non-gouvernemental **Plate-Forme Migrants et Citoyenneté Européenne** basé à Paris (France), et en étroite collaboration avec des professionnels des ressources humaines, **Marwett** et **Sigmund** (France), le projet MIE propose de développer des outils pédagogiques de valorisation des compétences interculturelles (analyse de bonnes pratiques, kits pédagogiques, logiciels) et de créer un réseau d'échanges et de solidarité transnationale.

L'objet de cette réunion est de présenter l'architecture des outils qui seront développés dans le cadre du projet et de consolider le futur réseau MIE.

1.1 Présentation des participants

La rencontre a été inaugurée par un message de bienvenue de **Mr Custodio NPS Conim**, Vice Président de l'Institut d'Etudes et de Développement (IED), suivi d'une brève présentation du Portugal en tant que pays d'immigration observant des questions relatives à l'intégration des migrants et à la cohésion sociale.

Luis Miguel Ruiz Rios, Président de la Plate-Forme Migrants et Citoyenneté Européenne (PMC Europe), a remercié Mr Conim pour son invitation, s'est félicité de cette rencontre et a assuré les traductions en français et portugais.

Les autres participants se sont ensuite présentés à tour de rôle :

Salima Rairi, Directrice de Marwett, est en charge des kits de compétences interculturelles et prépare des formations de sensibilisation à l'interculturel.

Zine-Eddine Mjati, présent en tant que Président du Conseil de l'Egalité d'Ile-de-France (CEIF) au sein du Conseil Régional d'Ile-de-France, s'intéresse au projet par le biais de la lutte contre les discriminations. Il prépare actuellement la publication 2008-2009 de son Rapport d'Activités et a constitué récemment cinq groupes de réflexion sur les questions du genre, de la santé, de la formation professionnelle, de l'accès au logement social et sur l'intégration des statistiques dites ethniques.

Karima Zahi, Directrice de Pro Firmus, est chargée des *Cahiers de l'Interculturalité* et de la mise en œuvre d'activités de collaboration transnationale.

Laurent Schwartz, Consultant en ressources humaines et Directeur de Sigmund, doit élaborer des outils informatiques d'évaluation des compétences interculturelles en situation professionnelle. Son cabinet, l'entreprise Sigmund, a déjà évalué près de 1.2 million de personnes. Son travail consiste à réfléchir sur ce que les compétences culturelles peuvent changer dans les aptitudes professionnelles. Samir Djaiz a ainsi souligné l'importance du travail de collaboration pour assurer la transférabilité de ses outils vers les pays partenaires du projet MIE.

Lila Boukourt a présenté « France Euro Méditerranée », l'association de femmes qu'elle préside et qui vise à promouvoir les échanges transméditerranéens et à valoriser l'image de la femme française et méditerranéenne. Mr Djaiz a confirmé l'importance de la visibilité de la femme migrante, surtout celle en réussite, dans le cadre du projet.

Elisa Vaz, Chargée de mission, et **Ines Muller**, Coordinatrice assistante, sont en charge de projets d'émancipation de migrants par l'insertion professionnelle au sein de l'IED.

João Martinho est Coopérateur externe d'IED et **Jorge Carvalho** participe à cette rencontre en tant que directeur de l'association 'Unidos de Cabo Verde'.

Madame Celeste Correia, Députée et Premier Secrétaire de l'Assemblée de la République Portugaise, est

spécialisée sur les questions relatives aux migrants, aux femmes et aux personnes handicapées. Elle a présenté son histoire, particulièrement marquante. En effet, née au Cap Vert, Madame Correia possède une histoire personnelle qui a orienté ses choix professionnels vers la pacification des rapports entre les hommes pour, dit-elle, « les rendre moins froids ».

Enfin, **Samir Djaiz**, Secrétaire Général de Plate-Forme Migrants et Citoyenneté Européenne (PMC Europe), assisté par **Evren Adanir**, a clôturé les présentations par son intervention. Membre du Conseil à l'Intégration et futur administrateur de la maison Jean Monnet, Mr Djaiz a rappelé que PMC Europe avait émis 2 des 47 propositions du Livre Blanc sur le Dialogue Interculturel du Conseil de l'Europe. Il a ensuite présenté le projet Métissage Interculturel et Européen (MIE) 2009, issu de l'année européenne de l'égalité des chances (2007) et de celle du dialogue interculturel (2008).

Le projet MIE, destiné à travailler sur la médiation ainsi que l'animation d'un réseau de dialogue interculturel, part d'un constat que la participation des ONG européennes est très faible en ce domaine. Aussi, le projet vise essentiellement trois objectifs : l'emploi, les nouvelles générations de migrants issus de l'immigration « intelligente » (diplômée) et, enfin, la valorisation du potentiel interculturel. La diversité est souvent entendue par les entreprises en termes d'égalité hommes/femmes et/ou sur la base du handicap. Il est donc nécessaire, dans ce sens, de relancer les syndicats et de renforcer les actions sur la problématique de l'intégration des migrants sur le marché de l'emploi.

Dans la mesure où le projet vise à relever et observer les bonnes pratiques européennes en termes d'inclusion sociale et de diversité, Samir Djaiz s'interroge sur le potentiel des migrants portugais et, à ce sujet, souhaite échanger des points de vue avec les interlocuteurs présents. De plus, l'objectif du MIE est de transférer vers le Portugal et la Belgique (et après avril 2010, vers l'Allemagne) les outils développés au cours du projet et de changer le point de vue de la diversité.

1.2 Discours de Madame Celeste CORREIA

L'allocation de Madame Correia a débuté par quelques réflexions contemporaines posées à l'Europe : Comment trouver un chemin juste, pour l'Europe, entre les droits humains et les droits souverains ? Quelles responsabilités les Etats doivent-ils avoir vis-à-vis de leurs devoirs d'insertion des migrants ? Comment l'état de droit et la démocratie peuvent-ils faire un combat contre l'exploitation humaine ? Alors que l'Europe compte 50 millions de migrants, comment concilier ces chiffres avec des pays européens qui ne veulent plus de migrants et persistent à ne pas valoriser leurs contributions au progrès dans tous les secteurs économiques ? C'est autour de ces interrogations que Céleste Correia travaille en étroite collaboration avec les équipes de l'IED.

Les 505 000 migrants que compte le Portugal représentent 5 % de la population nationale et 10% de sa population active. On recense également 230 langues maternelles dans tout le pays.

Suite à un grand changement démographique, le Portugal a dû intégrer de nouveaux étrangers. Cependant des conflits se sont fait remarquer entre des communautés africaines de seconde et troisième générations et des communautés de gitans sur les sujets des logements sociaux ou des intérêts économiques. On remarque aussi l'émergence de nouveaux émigrants venus des pays de l'Est comme la Lituanie.

Madame Correia a expliqué qu'en 1996, lorsque le Portugal a régularisé plusieurs personnes sans papiers, il a, par la même occasion, légalisé près de 30 000 entreprises. C'est grâce à l'Article 88 que la régularisation a pu se faire pour des raisons humanitaires. Ces dernières années, le critère d'intégration était double : avoir un emploi et verser une contribution au système de sécurité sociale. Toutefois, en raison de la crise économique, les migrants se trouvent confrontés aux difficultés d'emplois et, ainsi, aux menaces d'expulsion. Aussi, depuis la semaine dernière, le gouvernement a éliminé le critère de l'emploi afin d'éviter des vagues massives d'expulsions. Les associations de migrants ont joué un rôle important dans l'aboutissement de cette mesure. D'ailleurs, en 2008, l'association de Mr Carvalho a reçu plus de 1000 demandes d'aide de personnes originaires du Cap Vert pour effectuer une régularisation dont la moitié fut accordée.

Parmi les plus grandes avancées en termes d'intégration, la décision la plus importante est sans doute la loi sur la nationalité qui annule le droit du sol afin d'éviter de trop fortes affluences de migrants. Les partenaires européens n'appréciaient pas tous cette initiative du Portugal. Le gouvernement en place a également proposé une liste pour que la 3^e génération de migrants puisse demander la nationalité.

Avec les prochaines élections, l'un des objectifs de la nouvelle législature est d'attribuer la nationalité aux

migrants du 3e âge (retraités et sans éducation) avec un effort fait en faveur des femmes pour installer une mobilité entre le pays de destination et le pays d'origine. La position des socialistes est qu'il est évident que l'Europe ne peut pas être un territoire ouvert à tous. Il en va de même pour l'espace européen qui ne peut pas être basé sur le désavantage des femmes migrantes et de la violation des droits de l'homme. C'est pourquoi les objectifs en matière d'inclusion et de promotion de la diversité, en particulier culturelle, restent très importants et le projet « MIE » reflète bien un progrès en matière d'intégration et de cohésion sociale.

Zine-Eddine Mjati remarque qu'on peut observer quatre temps dans les vagues d'immigration : Le 1^{er} temps est celui de l'appel des migrants des anciennes colonies vers la métropole, le second concerne le regroupement familial, le troisième correspond à une immigration des femmes et, le dernier - « le 4^e temps » - concerne l'immigration des mineurs qui viennent soit pour un projet migratoire économique soit par persécution dans leur pays d'origine.

Celeste Correia affirme que le regroupement familial ainsi que l'immigration des femmes et des jeunes existent également au Portugal et bien que la situation ne soit pas parfaite, de nombreux efforts ont été faits en ce domaine. La procédure sur le droit d'entrée des migrants est en révision et a suscité des réponses diverses selon les familles politiques, puisque la droite, par exemple, se positionne contre l'ouverture des portes aux migrants. De plus, Mme Correia remarque qu'il faut être conscient des barrières qui apparaissent lors de l'exécution des politiques par les administrations publiques. Ces dernières ne reflètent pas toujours la réflexion axée sur l'ouverture qui se tient au niveau du gouvernement. Par exemple, dans la mise en application des politiques par les administrations publiques, certaines auront recours à des procédures internes qui peuvent compliquer la situation et ainsi freiner les progrès.

A la suite de ce discours, le Président de l'IED, **Mario Valadas** est intervenu pour se présenter à son tour et adresser ses remerciements à Madame Correia pour son intervention.

2. PRESENTATIONS DES PREMIERS TRAVAUX DES CONSULTANTS

Dans cette seconde partie, les consultants du projet MIE ont présenté les premières ébauches des trois axes du projet en cours :

- ▶ Les kits pédagogiques
- ▶ Le logiciel d'évaluation des compétences interculturelles
- ▶ Les bonnes pratiques européennes

2.1 Intervention de Salima Rairi (SR) en charge des kits pédagogiques

Salima Rairi a présenté ses travaux en illustrant ses propos par un support papier présentant la formation¹ sur deux journées de 4 modules chacune. Elle a notamment insisté sur l'idée que le monde du travail ne prenait pas suffisamment en considération notre société multiculturelle et que c'était précisément là son champ d'intervention.

Samir Djaiz est ensuite intervenu sur la question du décloisonnement des communautés ; en effet dans chaque communauté, il existe des discriminations, aussi comment les traiter ? D'autre part, comment cet outil français peut-il être utilisé dans le contexte portugais ? Enfin, en matière de compétences ou de demandes d'emploi, le projet doit-il entrer dans la législation portugaise ; entre autres, existe-t-il des médiateurs interculturels au Portugal ?

Mario Valadas a répondu à ces questions en évoquant son parcours personnel. Il a effectué des opérations de coopération avec le Cap Vert en 1974 et a observé des phénomènes de violence entre communautés. Il souligne que le contenu des kits pédagogiques et des formations devra faire face aux dangers d'être soit trop large et trop flou, soit trop élitiste et s'adresser à des personnes qui connaissent déjà le problème. Il faudra

¹ Voire *Projet de contenu du kit pédagogique : les métiers de l'interculturalité, MIE Seconde réunion transversale, Lisbonne 24 juillet 2009*, Salima Rairi (4p.)

trouver des outils qui ont une influence directe, d'où l'importance de cibler les personnes qui seront formées.

Samir Djaiz souligne qu'il faudra trouver un point d'ancrage pour atténuer la violence et élargir l'interface.

Celeste Correia affirme que la formation doit se faire à un niveau local. Il y a bien un besoin de médiation culturelle dans les quartiers, mais il n'en existe pas dû au manque de responsabilisation des administrations (éducation, etc). Il s'agirait pourtant de répondre aux besoins de tous (diversité des Portugais et celle des migrants). Néanmoins, il existe bien un **statut de médiateur culturel** mais Mme Correia estime qu'il est préférable que son existence soit temporaire et non permanente. Pour le moment, le médiateur culturel est encore un travailleur social mais il gagnerait à s'intéresser aux questions de l'emploi.

Samir Djaiz souhaiterait qu'il soit fait un état des lieux de l'expérience portugaise en ce domaine. Il aimerait notamment savoir si le travail de médiateur culturel s'inscrit dans le cadre de la politique migratoire. A ce sujet, il aimerait consulter l'avis du projet de loi, les amendements suivis de la Loi ainsi qu'un bilan d'activités sur le statut du médiateur culturel. Quel état des lieux peut-on faire depuis que cette loi a été appliquée et comment le projet MIE peut-il s'inspirer de ce bilan? De plus, que peut-on dire de la démocratie participative?

Zine-Eddine Mjati a exposé son expérience de la mise en place d'un vice-président à la démocratie participative ainsi que la création de médiateurs de nuits, dans certains quartiers, depuis 2 ans, qui effectuent un travail important de proximité et de médiation.

Celeste Correia admet qu'avec le processus d'institutionnalisation et d'appui aux associations de migrants, deux phénomènes pervers ont émergé ; d'abord ce processus d'institutionnalisation est une manière d'instrumentaliser aussi les conflits entre associations (en attribuant une subvention plus importante à certaines et moins importante à d'autres) et, d'autre part, parmi les nombreuses structures publiques, il n'existe que trois associations de migrants.

Samir Djaiz rappelle que le projet est évolutif et perfectible et qu'il devra s'améliorer, c'est pourquoi les questions de la participation démocratique et de la violence devront être intégrées.

Luis Ruiz Rios propose que l'approche pédagogique inclue un test avant, pendant et après la formation pour en évaluer l'impact. D'autre part, il suggère que les associations portugaises d'aide aux migrants réfléchissent à leurs actions en dehors du cadre réglementaire des programmes institutionnels portugais (voire notamment les associations de migrants au Portugal).

2.2 Intervention de Laurent Schwartz (LS) en charge du logiciel d'évaluation des compétences interculturelles

Le travail de **Laurent Schwartz** consiste à valoriser le potentiel interculturel sur le marché du travail. La question est celle de savoir ce que les qualités culturelles peuvent changer dans les compétences professionnelles ? En effet, on ne rit pas tous de la même chose car la partie culturelle se définit par le groupe. C'est pourquoi Mr Schwartz propose de faire une typologie des personnalités par critères et, par la suite, d'élaborer des invariants culturels. Ils seront communiqués dans un à deux mois. La question est de savoir comment, ensuite, transformer ces indicateurs en référentiel et outil de formation ou s'il est même possible de mesurer ces invariants culturels ou de personnalités. Il y a donc un besoin de développer un instrument de mesure pour pouvoir développer les objectifs.

Au niveau de la typologie des personnalités, il s'agit de comprendre dans un premier temps que nous sommes différents. Les médiateurs peuvent permettre de comprendre où sont les clés, les ressorts pour avoir des résultats. Il s'agit de créer des clés de décryptage pour que les médiateurs puissent agir et obtenir des résultats. Il faudra donc trouver des dénominateurs communs.

Le logiciel comportera également un volet emploi pour orienter les personnes vers des professions spécifiques. La gestion des conflits s'effectuera à partir de bases de données (par exemple, des personnes intraverties ou extraverties).

En conclusion, il s'agira d'un outil informatisé qui, par le biais de situations simples, permettra de mieux se connaître et de se comparer à des filières métiers.

Mario Valadas soulève la question de savoir comment différencier les systèmes de valeurs, des personnalités?

Les anglais et les américains ont bien des échelles de valeurs mais celles-ci sont-elles vraiment mesurables? Ou alors, quels standards va-t-on utiliser dans l'échelle de valeurs ?

Pour **Laurent Schwartz**, il s'agira d'identifier les éléments qu'on peut retrouver dans plusieurs cultures et qui influencent notre personnalité (par exemple, en ce qui concerne la gestion du temps : monochrome ou polychrone). L'approche statistique sera utilisée. De plus, les Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication seront évaluées en termes d'efficacité et de développement.

Samir Djaiz souhaite s'assurer de la fiabilité de l'outil, puisque l'erreur est humaine. Dans l'approche statistique, quelle est la marge d'erreur pour différencier la culture ? Comment pourra-t-on décrypter les résultats ? Mr Djaiz évoque aussi les limites de l'outil informatique : Qu'en est-il des migrants qui ne savent pas utiliser internet?

Laurent Schwartz souhaite éviter la double évaluation et pointe le fait que le véritable problème soit l'analphabétisme.

Zine-Eddine Mjati propose de poser l'interculturel comme culture dominante, plutôt que des invariants culturels.

2.3 Intervention de Karima Zahi, en charge des bonnes pratiques européennes (Cahiers de l'Interculturalité)

Karima Zahi devra rédiger un premier Cahier de l'Interculturalité sur un ou plusieurs exemples de bonnes pratiques observées dans deux des pays partenaires du projet. Elle soumet aujourd'hui la méthodologie² de son cahier. L'un de ses premiers travaux consistera à trouver les critères de bonnes pratiques et savoir où l'on commence et où l'on finit.

L'objectif de cette publication doit être d'améliorer la qualité de vie des migrants. Les résultats doivent donc avoir un impact positif, sans oublier la question de la transférabilité de ces bonnes pratiques dans d'autres pays.

On pourra prendre l'exemple de DG Entreprise présentant des réussites d'entrepreneuriats issus de l'immigration. Il s'agira d'établir également un scoreboard avec des critères d'accès à l'emploi, de progression de carrières et d'évaluation des compétences de gestion interculturelle. Quatre entretiens de chefs d'entreprises seront réalisés. Un groupe de travail et de réflexion se constituera également pour mesurer la diversité, l'innovation et la créativité de ces entreprises.

Samir Djaiz soulève le fait qu'il s'agit aussi de décloisonner les coordinations communautaires de migrants et créer ainsi une dynamique d'ensemble.

La Plate-forme Migrants et Citoyenneté Européenne recommande aux partenaires portugais d'intégrer l'initiative du Conseil de l'Europe au sujet des Cités interculturelles en termes d'exemples de bonnes pratiques. (voir à ce sujet le lien suivant: http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/policies/cities/default_FR.asp?)

Faute de temps, une conclusion de la rencontre n'a pas pu se faire au regret de tous les participants. Suite au déjeuner, un entretien de 30 minutes entre Celeste Correia et Karima Zahi a eu lieu.

3. VISITE DE LA MUNICIPALITE D'AMADORA ET DE L'ASSOCIATION 'UNIDOS CABO VERDE'

L'après-midi a été consacrée à la visite de lieux emblématiques en termes d'inclusion des migrants et de cohésion sociale. La visite s'est focalisée sur la découverte de la municipalité d'Amadora dans laquelle 70% des habitants sont issus de l'immigration. Il s'agit de la plus forte concentration de migrants à Lisbonne.

La délégation française a donc pu voir :

² Voir *Cahier de l'Interculturalité « Vos expériences européennes »*, Méthodologie, Karima Zahi, Profirmus, (11p.)

- **La Fondation Calouste Gulbenkian** (www.gulbenkian.pt), la plus grande fondation culturelle du monde.
- **La Fondation Aga Khan** (<http://www.akdn.org/portugal>)
- **La Casa do Artista** (Maison des Artistes) qui comporte des logements sociaux pour les personnes âgées.

De plus, les visiteurs français ont pu effectuer une visite d'une garderie d'enfants issus du Cap-Vert construit par l'Association « **Unidos de Cabo Verde** » (www.aucv.blogspot.com) présidée par Jorge Carvalho. Cette association, créée il y a 20 ans dans la ville d'Amadora, exerce des fonctions de soutien social, économique et culturel au sein de la population locale. La plupart des habitants observe de sévères indicateurs d'exclusion sociale et la grande majorité des personnes aidées sont originaires du Cap Vert et de nationalité portugaise. Mais l'association accueille également d'autres nationalités comme le Brésil, l'Angola, la Guinée, San Tome, d'anciennes colonies portugaises.

Cette garderie appelée le **Jardin d'enfants « UNIDINHOS »** se situe à Casal da Mira et a entamé ses activités en 2005. Elle est ouverte de 7h30 à 19h30 en accord avec les besoins de la population. La méthode d'enseignement employée se focalise sur l'hétérogénéité et la diversité des enfants. Les familles dont ils sont issus présentent des indicateurs de faibles revenus voire de pauvreté, des niveaux d'éducation et de qualification peu élevés et d'autres facteurs qui peuvent les mener à l'exclusion sociale.

La plupart de ces familles sont monoparentales (45%). Il s'agit de jeunes mères qui ont peu de connaissances en matière de santé et d'hygiène infantile. 6,9% des enfants ne vivent pas avec leurs parents. Ces derniers peuvent d'ailleurs avoir des comportements négligents avec leurs enfants et certains ont même des problèmes avec la Justice. Cette garderie permet donc d'assurer un soutien important.

Les activités du Jardin d'enfants sont adaptées à chaque âge et ont pour but de développer :

La sociabilité : Les enfants apprennent à communiquer en s'initiant à l'empathie, au respect des autres, en apprenant à jouer et à travailler en groupe, à respecter les règles de la société et à résoudre les conflits. Les enfants apprennent ainsi la vie en communauté et à établir des règles de coexistence pour concilier leurs intérêts.

Le développement personnel qui correspond à une stimulation des capacités individuelles de chaque enfant pour développer leur propre existence dans l'environnement, leur capacité à s'exprimer et à écouter l'autre. Les enfants témoignent de leurs expériences, écoutent et racontent leur histoire tout en apprenant de nouvelles notions. Ils apprennent à observer avec attention et à exprimer ce qu'ils ressentent.

Le développement de l'expression verbale et gestuelle par des jeux et des activités physiques qui développent leurs capacités motrices.

Le développement des compétences personnelles en développant leur autonomie et la confiance en leurs capacités. Ils sont aussi initiés à savoir gérer des situations de joie comme des situations difficiles pour accroître leurs capacités de concentration et de « résistance ».

Enfin les enfants suivent des cours scolaires habituels tels que les mathématiques et les langues anglaises et portugaises (basées sur la répétition).

La Plate-forme Migrants et Citoyenneté Européenne recommande aux partenaires d'intégrer l'initiative du Conseil de l'Europe de créer des Cités interculturelles³ se dit très satisfaite de cette visite.

PROCHAINE REUNION TRANSNATIONALE: **mi-décembre 2009 à Paris**

[Le PMC se réjouit d'accueillir tous les partenaires.

On y traitera entre autres, de la transférabilité des outils au Portugal et en Belgique.]

³ http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/policies/cities/default_FR.asp?

